

Rédaction-administration : 2, rue Richard-Lenoir, 93 108 Montreuil. Tél : 808.00.80 à 84. Telex : PRENO A 211.628 F.  
 Edité par la SPN (Société de presse nouvelle)  
 Directeur de la publication : Alain Bobbio.  
 Numéro de la commission paritaire : 46 722.

Imprimé par Rotographie à Montreuil.  
 Ficobono (pour le Sud-Est).  
 Midifax-Toulouse (pour le Sud-Ouest).

• Belgique : 18 FB • Suède : 2,25 KR  
 • Luxembourg : 15 Fl • Italie : 350 L • Grèce : 22 DR  
 • Suisse : 1 FS • Portugal : 15 Esc  
 • Algérie : 1,60 Dinar • Maroc : 2,10 Diram.

# rouge

quotidien communiste révolutionnaire 1F 80

**Le musée du désert sur la corniche des Cévennes**

**LIRE EN PAGE 6**



**La MJC-Théâtre des Deux Portes expulsée par les flics**

## Chirac sort sa matraque dès qu'il entend parler de culture

Coup de force de Chirac hier matin dans le XX<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Ses flics ont procédé à l'expulsion de la MJC Théâtre des Deux Portes des locaux qu'elle occupait au 46 de la rue Louis-Lumière.

On s'attendait depuis quelques jours à ce genre de « solution finale » à l'encontre de l'association MJC Théâtre des Deux Portes. Le conflit dure depuis plus d'un an et demi. Toutes sortes de prétextes vaseux et mensongers ont été évoqués par la Ville de Paris : mauvaise gestion, insalubrité des locaux. En fait, ce qui dérange ces Messieurs de la mairie de Paris c'est que la MJC était devenue un lieu de création, de confrontations, de rencontres, pour les habitants d'un des quartiers les plus populaires de Paris.

En plein mois d'août, donc, période propice pour les coups bas portés aux travailleurs, que ce soient ceux de Besançon ou ceux de Paris, les flics débarquent. Ils vident les lieux, à 6 h du matin. Les 48 occupants du centre d'hébergement de la MJC se sont ainsi retrouvés dans la rue, après avoir été réveillés par l'important dispositif policier mobilisé pour l'occasion. Comme si on s'attendait à découvrir un repère d'écologistes allemands ».

Dans les fourgons de la police sont arrivés les responsables de l'Association des jeunes de l'administration parisienne (personnel de la mairie de Paris et de la préfecture de police), nouveaux gestionnaires de l'établissement, qui ont pris possession des locaux. C'est pas insalubre pour eux, semble-t-il. Les flics qui entourent les locaux doivent les protéger... des microbes.

Hier même, la riposte commençait à s'organiser. Une conférence de presse s'est tenue au Centre Pompidou, avec la solidarité de l'intersyndicale CGT-CFDT du personnel de Beaubourg. Une manifestation devant la mairie du XX<sup>e</sup> arrondissement était appelée hier à 18 h par les élus communistes. Diverses associations et syndicats faisaient connaître leur protestation.

Le 13 août prochain, aura lieu une soirée de solidarité organisée par la MJC Théâtre des Deux Portes. On vous annoncera où, dès que le lieu sera confirmé. Ils n'en démordront pas. Nous non plus.

**LIP :**

## aujourd'hui le résultat

A Palente, les Lip attendent aujourd'hui la résultat d'une réunion de justice, repoussée la semaine dernière, et qui doit décider des droits des syndicats parisiens de l'entreprise CEH-Lip (nouveau nom de l'entreprise après la « solution » de 1975) de faire évacuer les machines leur appartenant. La vigilance ne faiblit pas dans l'usine occupée.

Lire page 4

Après Malville, Bourgoin et l'interview de Mitterrand

# LA QUESTION NUCLEAIRE

Dans l'interview qu'il a accordée, hier, au « Martin », François Mitterrand explique notamment : « Qu'il s'agisse de l'arme nucléaire ou — question différente — du « tout nucléaire » civil, les Français ont conscience qu'au delà des problèmes posés à la génération actuelle, c'est le sort de la civilisation et plus encore de l'espèce humaine qui est en cause. (...) Aujourd'hui, notre peuple n'a le choix qu'entre le silence et le mensonge. Eh bien, il faut changer cela ! Voilà pourquoi je m'interroge sur une pratique nouvelle, sur l'élargissement du champ du référendum dès lors que l'arrivée de la gauche au pouvoir en élimine les risques plébiscitaires ».

Passons sur la proposition de référendum à propos de l'armement nucléaire. On sait que le sujet a fait couler beaucoup d'encre à gauche et que Georges Marchais s'est expressément opposé à une telle initiative qui, se-

lon lui, « affaiblirait l'union » avant les élections législatives de 1978.

Le débat, en la matière, est vicié au départ. Parti communiste et Parti socialiste ne raisonnent-ils pas dans le cadre inchangé d'une armée bourgeoise, et dans la perspective maintenue d'une présence au sein de l'Alliance atlantique ?

Plus intéressante, par contre, est l'ouverture que semble faire François Mitterrand sur la question du nucléaire civil. Il y aurait, certes, beaucoup à dire, sur les raisons qui incitent le premier secrétaire à faire preuve, apparemment, d'autant d'esprit démocratique. Un référendum, en soi, même sous un gouvernement d'Union de la gauche, garde son caractère plébiscitaire, si son initiative appartient au seul président de la République et, surtout, si les moyens d'expression des collectivités militantes concer-

nées ne sont pas garanties, notamment à la radio et à la télévision.

De plus, une telle proposition apparaît largement comme un dérivatif, après l'absence remarquable des partis majoritaires chez les travailleurs sur le terrain des mobilisations antinucléaires.

Que l'on sache, ni le Parti socialiste ni le Parti communiste, n'ont cru bon de participer aux manifestations de Creys-Malville, sous les prétextes fallacieux de « provocations » qui sentaient bon la vieille odeur électoraliste. Mais si François Mitterrand estime à ce point important d'organiser une consultation démocratique sur le problème, pourquoi ne pas prendre la balle au bond et lui retourner la question : « Pourquoi pas, tout de suite, un référendum sur le nucléaire civil ? »

Après tout, l'Union de la gauche gère, aujourd'hui, les deux-tiers des grandes villes de plus de trente

mille habitants. Il serait donc possible aux maires concernés de proposer simultanément, à une date donnée, une consultation populaire qui acquerrait immédiatement une dimension nationale. A condition, bien sûr, d'en respecter les formes démocratiques, et d'offrir les moyens d'expression les plus larges aux comités antinucléaires, aux responsables scientifiques, ou aux travailleurs directement concernés.

L'idée est d'autant moins saugrenue que la vague proposition de François Mitterrand pour l'après 1978 prendrait alors un contenu plus concret et... plus réaliste. Car, à attendre une hypothétique victoire électorale de l'Union de la gauche, on risque fort d'enlever tout fondement à tout référendum. Les trusts n'attendent pas, eux, pour construire les centrales et les barrages.

Pierre Julien

## APPEL A BOURGOIN ?

• COMMUNIQUE

La presse de ce jour a laissé entendre que les avocats de la défense avaient l'intention de ne pas interjeter l'appel. Ceux-ci étaient avant tout, après l'audience, désireux de prendre le temps de la réflexion. Un tel délai s'imposait d'autant plus à l'issue de ce procès-marathon qui avait épuisé l'ensemble des avocats, mais qui avait surtout permis de démontrer l'inconsistance des charges grâce à une instruction ouverte et publique. De fait, il est apparu à tous les observateurs présents, que dès après les interventions vigoureuses et décisives de M<sup>rs</sup> Tardy et M<sup>rs</sup> Verrier — à la suite desquelles, pour la première fois, les témoins de l'accusation ont été isolés —, ceux-ci n'ont cessé de se contredire et de

s'embrouiller, confondant les prévenus entre eux dès lors que ceux-ci avaient discrètement changé de place et de vêtements. Ce fait capital de l'audience, qui aurait dû lui donner un cours nouveau, ainsi que le réclamaient avec insistance M<sup>rs</sup> Tardy et M<sup>rs</sup> Verrier, en vue notamment de rechercher les témoins de l'accusation formellement mis en cause pour leur collusion par deux religieuses et notamment le gendarme réunnien Taieb Erban ne peut, bien évidemment, laisser insensible dans la perspective d'un appel contre les condamnations intervenues, l'ensemble des avocats de la défense.

M<sup>rs</sup> Tardy et M<sup>rs</sup> Verrier  
 Avocats au barreau de Bourgoin-Jallieu.

## LES CHOMEURS ET LA MER



La CGT hier à Dieppe : une journée détente pour 500 chômeurs

Lire en page 5

**L'OCT :  
le sinistre  
culot du pouvoir**

Le verdict scandaleux du procès de Bourgoïn n'est pas une bavure de plus. La frénésie répressive du pouvoir et la servilité de ses juges s'inscrivent dans la même logique : après la force meurtrière des grenades offensives, c'est la force de l'arbitraire policier et judiciaire qui constitue la seule réponse dont ce gouvernement soit capable face aux manifestants antinucléaires : arbitraire des arrestations sans preuve, arbitraire des chefs d'inculpation et enfin arbitraire des peines infligées. A l'issue d'une parodie de procès, au cours duquel se sont succédés les faux témoignages, les juges du pouvoir ont poussé leur sinistre culot jusqu'à prononcer quatre peines différentes à la tête du client.

Notre indignation n'a d'égalé que notre détermination à poursuivre la lutte pour la libération de tous les emprisonnés, l'inculpation du préfet Janin, le « boucher de Malville », l'abrogation de la loi anti-casseurs, la dissolution des corps spéciaux de répression.

L'OCT appelle tous les militants, toutes les organisations qui se réclament du mouvement ouvrier à la riposte unitaire la plus large.

Mobilisons nous pour faire échec à la répression, mobilisons nous contre la société nucléo-policrière qu'ils nous préparent.

Paris, le 7 août  
Bureau politique de l'OCT

• La fédération du Parti socialiste de l'Isère demande dans un communiqué publié hier la libération des écologistes emprisonnés à la suite du procès de Bourgoïn. Le PS de l'Isère considère « que le déroulement de ce procès n'a pas permis de faire la lumière quant à la validité des motifs d'inculpation ». Il a ajouté : « Les conditions de leur arrestation étaient d'ailleurs entièrement suspectes puisqu'elles ont eu lieu en dehors des lieux d'affrontement et plusieurs heures après. »

**Nucléaire policier :  
danger immédiat**

« Jeudi soir, devant le cinéma Saint-Séverin à Paris où passe le film Nucléaire, danger immédiat. Nous distribuons, une camarade et moi, le tract d'appel au rassemblement du vendredi. Le quartier est quadrillé par les flics comme d'habitude. Diffusion pépère (il y a peu de spectateurs) jusqu'à 21 h 30. Un groupe de flics passe devant nous, l'un s'avance vers moi, m'arrache les tracts et s'en va avec ses collègues. A l'aise quoi !

« Il fallait réagir. Je les ai suivis en criant : « Liberté d'expression, c'est illégal, rendez-moi ces tracts. » Surprise générale, des flics poursuivis par un jeune les harcelant, c'est pas courant. Enervé l'un d'eux me dit : « Allez, ça suffit, au car ! », « Pourquoi ? », « Contrôle d'identité ». Je refuse : « Vous pouvez le faire ici devant tout le monde et je ne m'y soumettrai pas avant qu'on m'ait rendu les tracts. »

La foule commence à se masser autour de nous. Une personne intervient : « Qu'est-ce qui se passe ? ». J'explique, elle prend parti pour moi (le délinquant en chemise bleue rougit, plus tellement à l'aise). Sentant le rapport de forces évoluer en ma faveur, j'exige une nouvelle fois qu'ils me rendent les tracts immédiatement, puis devant leur mauvaise volonté évidente, je les arrache des mains du flic qui les avait gardés.

« Malgré leur insistance pour que je les suive dans le car, je me barre en leur criant : « On n'est pas au Chili ». Les gens manifestent leur joie en criant victoire et en applaudissant.

« Les flics s'éloignent (la claque pour eux) et ne repasseront plus de la soirée devant le ciné où la diffusion a repris.

L.R. militant LCR

**1 000 personnes aux obsèques  
de Vital Michalon**

**Création d'une commission d'enquête sur les affrontements de Creys-Malville**

Plus d'un millier de personnes ont assisté, en fin d'après-midi, à Die (Drôme), aux obsèques de Vital Michalon, ce manifestant tué par l'explosion d'une grenade offensive, le 31 juillet, lors du rassemblement de Creys-Malville. Passant outre la demande de la famille qui souhaitait que la cérémonie se déroule dans la plus stricte intimité, nombreux furent ceux qui ont voulu accompagner leur camarade en terre. Jeunes, vieux, habitants de Die ou simplement de passage, ils avaient su déjouer les barrages successivement dressés par les forces de l'ordre autour de la petite ville de la Drôme.

Rassemblés aux abords de la cathédrale, ils voulaient tous saluer une dernière fois la victime des affrontements de Malville. Dans une atmosphère tendue et coléreuse, ils ont tenu à désapprouver une fois de plus l'attitude des forces répressives : ainsi, de nombreux débats im-

provisés ont émaillé la tenue des obsèques où chacun y allait de sa note pour condamner les tueurs de Vital. En signe de deuil, l'ensemble des magasins de Die avaient laissé leur rideau fermé.

Le comité Malville de Grenoble, en commun avec l'UD CFDT et les organisations d'extrême gauche, avait également tenu à se réunir. Ainsi, plus de trois cents personnes ont déposé une gerbe, place Victor-Hugo, hier soir. Un membre du comité Malville a pris la parole et a rappelé les circonstances de la mort de Vital.

Toutes les actions de solidarité vont maintenant déboucher sur la création d'une commission d'enquête sur les affrontements de Creys-Malville. Une réunion doit ainsi se tenir, ce soir, à Grenoble, à la permanence du comité Malville, au 4, impasse du Four, à 19 h, pour poser les jalons de cette commission d'enquête, pour que

vérité soit établie et que justice soit véritablement rendue.

Car la parodie de justice rendue à Bourgoïn ne trompe personne. Les vrais responsables n'étaient pas dans le box des accusés. Les boucs-émissaires trouvés par le gouvernement sont, pour six d'entre eux, actuellement emprisonnés. Déjà, les protestations s'élevèrent : le PS et la CFDT, comme l'en-

semble des organisations d'extrême gauche, demandent leur libération immédiate ; de leur côté, plusieurs militants antinucléaires envisagent d'entreprendre un jeûne prolongé qui pourrait avoir lieu à Bourgoïn. Ce mouvement doit dès à présent s'amplifier.

• Réunion du comité Malville de Paris, ce soir, à 18 h 30, 46, rue de Vaugirard, Paris VI<sup>e</sup>.



Tenant à manifester leur solidarité avec les douze inculpés de Bourgoïn, les militants antinucléaires de Bruxelles ont bloqué, samedi matin, à la gare du Midi le train pour Paris. Les forces de l'ordre sont finalement intervenues violemment pour les déloger.

**Témoignage de Bourgoïn**

**Un mélange de révolte violente et d'impuissance**

Malville...et puis Bourgoïn. 10 h du matin ; les manifestants sont massés autour de la voiture-sonde dans l'attente du verdict. Les délibérations ont été suffisamment longues pour que déjà on présente un verdict assez dur. Le verdict tombera au moment où sonneront les coups de 10 h qui retentiront comme un glas.

Beaucoup pleurent : sur tous les visages c'est la consternation, le désespoir, la révolte. Une manifestation démarre presque aussitôt. Nous y avons exprimé un mélange de révolte violente et d'impuissance. Le sentiment d'être démunis, de n'avoir aucun pouvoir, face à ce pouvoir assassin et nous avons crié notre haine du système, de cette justice de cet Etat qui ment, tue et mutile et qui condamne nos camarades.

Jamais nous n'avions ressenti, ni vu, une violence aussi forte mais aussi intériorisée quand nous avons hurlé notre haine avec la force du désespoir, en passant devant les flics barrant les rues me-



nant au palais de justice. 500 personnes se sont alors retrouvées, massées en quelques secondes, dans une rue étroite, vomissant les flics en les insultant avec le salut nazi.

Il y a autre chose que nous voudrions souligner et qui nous pose des problèmes, c'est l'absence de la LCR pendant ce temps là. Car s'il y avait bien le samedi sur la place un stand de la LCR, nous n'avons revu personne par la suite et particulièrement au cours des débats. Seul un camarade de la section allemande de la IV<sup>e</sup> Internationale est intervenu de façon positive sur la place pendant le procès. Nous étions dimanche, individuellement parmi les autres alors que nous aurions dû représenter une force politique. Car à Bourgoïn quelque chose de grave s'est passé et nous avons la conviction que se sera un tournant dans notre lutte et notre riposte face au pouvoir ainsi que dans la maturation du mouvement.

Anne-Marie, Brigitte deux militantes en vacances.

**COURRIER DE MALVILLE : UN « VIOLENT » S'EXPLIQUE**

« Précédé de quelques centaines de militants, j'arrivai en vue des premières habitations de Faverges : une soixantaine de garde-mobiles étaient alignés en deux groupes sur la route pénétrant le village. La première vingtaine de manifestants dévala alors les prés en direction des policiers et les premières grenades volèrent. Lacrymogènes ? Certaines, oui, mais des offensives aussi, et dès le début, alors que les flics n'étaient pas débordés et loin d'être au contact : c'est à ce moment qu'un jeune militant « allemand » (mais qu'importe sa « nationalité ») croyant avoir à faire à des grenades lacrymogènes en ramassa une, qui instantanément lui arracha la main. Cette scène vue par le premier millier d'arrivants fit monter la tension et me donna la résolution de rejoindre les « violents » pour venger les premiers blessés (...).

« Mais justement, nous n'étions que quelques centaines (300 à 500 peut-être) à tenter quelque chose, et pas de groupes organisés comme on a essayé de la faire croire, la preuve : quelques dizaines de flics auraient reculé face à l'attaque de groupes opérant avec stratégie, ce ne fut pas le cas.

« Quelques cocktails Molotov furent lancés, l'un incendia une voiture (celle-ci mit bien cinq minutes pour commencer à flamber), alors qu'elle fumait légèrement un petit seau d'eau aurait réduit les dégâts à presque rien, mais les officiers de police étaient bien trop heureux de pouvoir montrer les dégâts des « casseurs » (...).

« Autre chose ! Un colonel de gendarmerie affirme que les grenades offensives ne peuvent être lancées qu'à la main à une quarantaine de mètres, alors comment se fait-il qu'alors que nous étions à 150 ou 200 mètres des flics, de nombreuses grenades offensives, je dis bien offensives, soient tombées autour de nous, des centaines de personnes peuvent en témoigner (...).

« Reprenons le cours des événements : après deux heures et demie environ de lancer de pierres d'un côté (tir trop court en général), de grenades de l'autre, les flics passent à l'attaque, une brigade contourne un champ de maïs et prend de côté les manifestants ; ils arrivent rapidement, nous nous replions derrière une haie et les accueillons à

coups de cailloux. Soudain, une clameur, la violence nous gagne, nous chargeons à 200 ou 300, mais la haie n'a que deux ou trois passages étroits, les flics sont derrière à dix mètres et stoppent net nos premiers combattants par des grenades offensives lancées à bout portant. Sous mes yeux, un camarade reçoit une grenade offensive sur la poitrine, mais par chance elle n'explose qu'une ou deux secondes plus tard après qu'il ait reculé de quelques pas.

« Vital Michalon ne serait-il pas mort ainsi ? Je ne peux l'affirmer mais c'est plus que possible car à ce moment-là, les flics continuèrent leur avance, en trois à quatre minutes, ils remontèrent les prés et les champs sur près de cinq cents mètres, rejoignant même des participants qui se contentaient d'observer les événements et qui furent coincés au fond d'un pré entouré de hautes haies touffues (700 à 800 personnes essayaient de se faufiler dans les buissons par deux passages de cinquante centimètres de large).

« A ce moment-là avec mes camarades nous avons décidé de nous replier, nous allions droit au massacre.

« Voici mes conclusions essentielles : les manifestants, même les plus « violents » étaient inorganisés et peu nombreux, ils n'ont jamais mis les flics en danger réel ; une preuve : le bilan, chez les flics : cinq blessés dont deux graves (qui se sont blessés eux-mêmes), donc trois blessés légers, c'est vraiment infime pour une manifestation qualifiée de « dure » par le préfet et le ministre de l'Intérieur. Je rêve d'une chose M. Janin : faire exploser une grenade offensive sur votre poitrine, ainsi en verra-t-on les effets : êtes-vous volontaire ? Vous n'avez certainement pas peur, vous êtes si sûr de vous ! Mais l'heure du châtiement sonnera et ce jour-là, je l'attends et le prépare avec espoir.

« Cette lettre comme vous le comprendrez restera anonyme, sera par précaution postée d'une ville peut-être autre que la mienne et envoyée seulement (pour ne pas perdre mon temps et mon argent) à Rouge, Libération et le Monde, la plupart des autres n'en valent pas la peine.

Autodéfense populaire antifasciste

## L'Aurore et le Figaro contre les écologistes

# L'ÉCOLOGIE EST UNE CHOSE TROP SÉRIEUSE...

## ON VOUS DIT TOUT ON VOUS CACHE RIEN

G. Marchais répond

Dans « l'Humanité » de ce matin, Georges Marchais réaffirme l'opposition du Parti communiste français à l'idée lancée par François Mitterrand d'un référendum sur la force de frappe.

Dans un éditorial intitulé « Réflexions », le secrétaire général du PCF souligne que contrairement à ce qu'indiquent les responsables socialistes, « il y a contradiction » entre le fait de définir dans le Programme commun actualisé une politique de défense pour la France et le souci de soumettre cette politique « à une vaste consultation démocratique ».

G. Marchais fait remarquer que c'est en mars prochain, à l'occasion des élections législatives, que cette « vaste consultation » interviendra.

## Chirac et les piétons

Chirac souhaite « développer les itinéraires piétonniers à Paris en prenant toutes les précautions psychologiques et techniques ». Le maire de Paris, qui répondait aux questions de RTL sur l'initiative « Paris-promenade » a reconnu que « les choses se sont mal passées, le premier jour, surtout place de la Concorde ».

Pas fou néanmoins, Chirac a souligné « l'action remarquable de la préfecture de police » et conclu que partout où l'on fait des itinéraires piétonniers, « le bilan a été très positif tant pour les personnes que pour la cité ou le commerce ».

## Connaissez-vous le MNCF ?

Un Mouvement national des chômeurs en France vient de se créer à Ris-Orangis (91). Il a écrit aux agences pour l'emploi afin de faire connaître son programme pour les chômeurs. Ce MNCF se présente comme une association à but non lucratif avec siège social, conseil d'administration et membres honoraires et bienfaiteurs. Il réclame l'augmentation du SMIC à 2 500 F, l'abaissement de l'âge de la retraite, etc. Mais surtout, on peut remarquer que certaines des mesures qu'ils préconisent sont justement celles que Barre essaie de mettre en application avec son plan-bis et dont le caractère illusoire n'est plus à démontrer : exonération des cotisations sociales patronales pendant un an à tous les employeurs de quelque importance qu'ils soient pour l'embauche des jeunes au premier emploi, contrats d'emploi-formation qui garantissent « réellement » un emploi et une « vraie » formation, etc.

Le MNCF s'est par ailleurs plaint avant-hier de ce que la CGT n'avait pas voulu l'inviter à participer à son « train des chômeurs » pour Dieppe.

## Cinq morts

Quatre enfants ont été tués par leur père qui a ensuite mis fin à ses jours, le week-end dernier à Barentin (Seine-Maritime). Ce dernier, ouvrier d'usine, vivait séparé de sa femme qui avait reçu la garde des enfants. Le drame s'est déroulé alors que les enfants étaient, depuis peu, hébergés par leur père.

## D'Ornano reprend du service

L'attitude de François Mitterrand est caractérisée par un « flou généralisé » dans beaucoup de domaines et les « divergences de l'opposition apparaîtront de plus en plus aux Français », estime d'Ornano dans une interview accordée, hier, à TF1.

Qualifiant de « truc » la proposition de référendum, le ministre de la Culture a ajouté : « C'est indigne d'un homme d'Etat qui prétend gouverner la France que de faire des propositions de ce genre et de ne pas déclarer tout net quelles sont ses propositions. »

Au moment où le gouvernement allemand semble prendre ses dispositions pour un moratoire de trois ou cinq ans de son programme électro-nucléaire...

Qui est irrationnel ? Qui se moque des discussions et des arguments scientifiques ?

L'opposition entre les écologistes que stigmatise, insulte et calomnie la presse de droite et les pisse-édits du Figaro et de l'Aurore, est en effet irréductible : le progrès au nom duquel les seconds crachent leur venin a déjà fait ses preuves, il a ses lettres de noblesse : elles ont l'odeur et la couleur de l'eau de la Seine, la grâce des tours de la Défense, les charmes de Minimata et des catastrophes minières de Lorraine ou du Mozambique. Il vogue au gré des actions de Rhône-Poulenc et de l'Alstom-Thompson. Les premiers n'en veulent plus. Ils ne rêvent pas. Ils se battent pour un autre an 2000, pas pour le retour au Moyen Age.

nal-socialiste. Les écologistes sont mystiques. Les écologistes sont démagogues.

L'écologie est une chose trop sérieuse pour être laissée aux écologistes.

Voilà, nous n'avons rien inventé, rien exagéré, c'est la substance des éditoriaux de l'Aurore et du Figaro d'hier. Les leçons de Malville et Naussac, selon cette presse. Au lendemain de Malville, le billettiste bien connu du Monde, Robert Escarpit, s'était fendu d'un article de la même eau : les écologistes lui rappelaient sa grand-mère qui courait dans la maison pour tourner tous les commutateurs électriques, craignant une « fuite d'électricité ». On voit le niveau.

Cette campagne haineuse a ses raisons que la politique n'ignore pas : après les résultats des dernières consultations électorales, Malville sanctionne la croissance et l'existence durable du mouvement écologique. Un mouvement qui, en dépit de toutes ses confusions, de ses in-

certitudes, est résolument tourné contre la société de l'an 2000 que proposent les gens qui nous gouvernent et ceux dont ils sont les fondés de pouvoir. Un mouvement dont la critique incisive attaque au dédaign de l'armure les tenants d'une conception du « progrès » qui conduit l'humanité tout droit à sa perte.

On ne fait pas de progrès sans casser des œufs : c'est en gros l'argument de l'éditorialiste de l'Aurore justifiant la politique du tout nucléaire du gouvernement, la submersion de la vallée de Naussac, la transformation du Larzac en vaste terrain militaire. Depuis le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, depuis que les patrons de la mine et du textile justifiaient au nom du même progrès le travail forcé des enfants et la mortalité effrayante qui sévissait dans la classe laborieuse, les arguments ne se sont pas renouvelés. Pas un mot, dans ces journaux, sur la nocivité du nucléaire, comme si celle-ci était la pure invention de quelques chevelus illuminés...

mentaires et des élus.

Cette position réformiste classique — qui devrait figurer, en positif, dans le Programme commun réactualisé — suscite naturellement deux séries de questions.

Le nucléaire d'abord, est-il un seuil obligatoire, malgré les graves inconvénients qu'il entraîne pour des centaines de générations futures ? Ne faut-il pas, à l'inverse, dès aujourd'hui, d'autres formes d'énergie, comme la géothermie ou le solaire ?

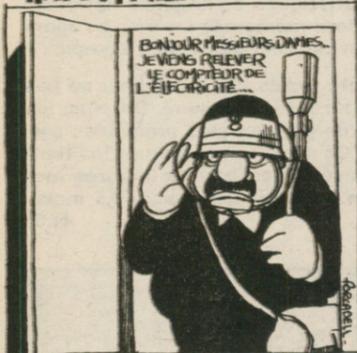
Un débat parlementaire, ensuite, est-il une garantie réelle sur le respect des règles de sécurité dans la construction des centrales ? Ne convient-il pas d'exiger un moratoire immédiat face aux incertitudes actuelles, qui pourraient être mises à profit par les organisations ouvrières et les travailleurs du nucléaire pour exercer un contrôle réel sur la sécurité ?

Mais la violence de la direction du Parti communiste sur Malville renvoie à une autre dimension du débat. Car ce que celle-ci met en cause, c'est le principe même de manifestations contre la politique nucléaire du gouvernement avant les législatives de l'année prochaine. Les références à 1978 et le rappel effarouché de mai 1968 témoignent de la logique complètement électoraliste du PC.

Brandissant le mythe de la provocation, le PC ne s'en prend pas aux « casseurs » qu'elle isolerait du reste du mouvement antinucléaire. Elle accuse l'ensemble d'une mobilisation. Et s'il serait suicidaire de centrer les invectives contre le seul Parti communiste, sans tenter d'imposer chaque fois, par un large débat, une prise de position favorable de toutes les organisations qui ont la confiance majoritaire des travailleurs, aucune illusion ne peut être répandue. A sept mois des élections législatives, la campagne de l'Humanité sur la « provocation » de Malville signifie que la direction du FC n'hésitera désormais plus, d'ici mars 1978, à s'opposer de front à toute mobilisation qui n'entrerait pas directement en résonance avec un soutien « responsable » au programme commun. Et pas seulement sur le terrain du nucléaire...

Pierre Julien

### APRÈS MALVILLE...



Les écologistes veulent faire tourner la roue de l'histoire à l'envers. Les écologistes sont irrationnels. Les écologistes sont violents. Les écologistes sont contre la science. Les écologistes sont anti-tout. Les écologistes sont réactionnaires. Les écologistes sont les descendants de Maurras et de l'idéologie natio-

## Le PC, Malville et Naussac

# La « provocation » en revers de l'électoralisme

On se croirait revenu sept ans en arrière. Quand Georges Marchais vilipendait les « gauchistes-Marcellin » ou quand le service d'ordre de la CGT, lors de manifestations ouvrières dont les organisations d'extrême-gauche avaient été exclues par le Parti communiste, scandait sans gêne : « Les casseurs sont derrière... »

Depuis dix jours, en effet l'Humanité a ressorti son arsenal politique de la « provocation », assimilant la manifestation de Creys-Malville à une opération du pouvoir pour « détourner les travailleurs des vrais problèmes » et dénonçant à longueur de colonnes la « connivence entre le gouvernement et les groupes de casseurs qui organisent les mobilisations antinucléaires ». Sommet de la démonstration, hier matin en une du quotidien communiste : « Gouvernement et provocateurs absents du procès de Bourgoin n'ont pas trouvé de masse de manœuvre à Naussac. » !

Tout avait commencé le jeudi 28 juillet par une déclaration de Paul Rochas, secrétaire de la fédération de l'Isère, qui précisait que son parti ne participerait pas à la manifestation de Malville et qu'il mettait en garde contre les appels aux sabotages et aux violences. Le lendemain, l'Humanité titrait : « Mise en scène provocatrice à Malville ». Et l'on pouvait lire dans le commentaire : « La grande bourgeoisie tente de promouvoir les thèmes des « écologistes » qui présentent l'intérêt — inestimable — de renvoyer droite et gauche dos à dos. »

Wolinski se mettait de la partie en publiant, la veille du rassemblement contre le sur-régénérateur, un petit dessin « très drôle » représentant un « écologiste », une bougie à la main, cherchant la direction de Malville ! Commentaire, en page 5 : « On est en droit de se poser la question : pour qui marchent les manifestants de Malville ? » Et, le lundi matin, le quotidien communiste triomphant titrait sur trois colonnes « Provocation à Malville ».

## Le spectre de « 1968 »

Le récit de la manifestation était un monceau de propos scandaleux à l'égard des mili-

tants venus se mobiliser contre la politique du gouvernement. Comme ces deux phrases, à la suite l'une de l'autre : « Un manifestant a la main arrachée lui aussi par une grenade qu'il a voulu ramasser pour la renvoyer... La provocation est maintenant servie bien chaude » ; ou comme ce commentaire insidieux : « Dans le village de Faverges, les gens qui ont assisté eux aussi à la bataille disent à haute voix leur indignation. Mais qui a voulu et cherché l'affrontement extrême et pourquoi ? Sans doute une partie non négligeable des manifestants y étaient déterminée et avait, d'ailleurs, amené

Durant ces dix jours, pas un mot de solidarité ne sera écrit envers les inculpés de Bourgoin. Au contraire, on aura droit à un petit billet haineux à l'égard de Daniel Cohn-Bendit qui avait eu le tort de donner une interview à RTL sur l'écologie. Quant à la fédération de la Lozère, elle précisait bien qu'elle ne participerait pas à la marche de Naussac. Ce qui faisait dire à l'Humanité, hier matin : « Les stratèges de la tension, pour cette fois, (à Naussac) resteront sur leur faim. L'esprit de responsabilité des communistes, leurs explications, l'attitude sans ambiguïté de la CGT ont évité le pire et ont con-



ce qu'il fallait pour... » La conclusion politique apparaissait le lendemain sous la plume de Roland Leroy : « Il est incontestable que le pouvoir couve avec soin tout foyer possible de provocation, qu'il cherche à créer un climat de tension, d'inquiétude afin de faire jouer dans l'opinion des ressorts qui ont déjà fonctionné dans l'histoire politique de la France, par exemple en 1968. » Voilà le spectre qui revenait... Et, à la veille du week-end dernier, sous le titre « Le piège », un article précisait « la volonté du gouvernement et de toutes les forces qui le soutiennent directement ou indirectement de créer un climat de tension à quelques mois des élections législatives apparaît chaque jour plus nettement. »

tribué à faire la clarté dans certains esprits et à rendre plus prudents certains autres.

## La vraie dimension du débat

Dérisoire conclusion, si l'on n'en comprenait pas le sens politique. L'attitude du Parti communiste, en réalité, relève d'autre chose que du simple débat sur le nucléaire. Sur cette question, la position du Parti est relativement simple. Premièrement, la France a besoin de ce type d'énergie pour assurer son indépendance d'approvisionnement ; deuxièmement, la politique du gouvernement en la matière est condamnable parce que celui-ci n'a pas organisé de « débat démocratique » auprès des parle-

**Une coopérative à Lip ?**

La situation actuelle de Lip suscite des questions nouvelles et fait réapparaître de vieux débats. La possibilité d'une coopérative ouvrière est au centre des discussions. Face à un probable coup de force du pouvoir beaucoup se demandent si la création d'une coopérative ouvrière ne serait pas une parade juridique, rendant illégale l'intervention policière et permettant de tenir jusqu'à l'éventuelle formation d'un gouvernement de gauche, qui sauverait Lip.

Derrière la coopérative plusieurs orientations se profilent. Il y a d'abord l'illusion réformiste selon laquelle le système de la coopérative ouvrière est une solution réelle. Comme « solution industrielle » la coopérative ouvrière, c'est-à-dire le transfert aux travailleurs de la propriété de l'entreprise, pose inévitablement le dilemme ou bien fermer une entreprise non rentable ou alors organiser sa propre exploitation. La coopérative doit en effet, comme les autres entreprises capitalistes, affronter la concurrence capitaliste et donc investir, travailler avec une forte intensité du travail, avoir une gestion capitaliste, subir les pressions des fournisseurs etc. Elle subit les mêmes pressions que tout capitaliste qui font que, quelle que soit sa bonne volonté, il est contraint pour survivre d'exploiter au maximum les travailleurs qu'il emploie. Dans cette logique productiviste la division du personnel, la reproduction d'une hiérarchie capitaliste sont quasi-inévitables.

Les Lip le savent bien et c'est en connaissance de cause qu'ils s'étaient prononcés pour la nationalisation sous contrôle ouvrier, même si, devant les carences du PC et du PS, la campagne fut peu menée. En aucun cas la coopérative ouvrière ne peut être une « solution industrielle ».

La coopérative ouvrière comme parade juridique pour tenir jusqu'à la venue de la gauche au gouvernement sera peut-être adoptée par les Lip. Dans cette éventualité des garanties de poursuite de la lutte seraient indispensables. En particulier le maintien de l'objectif de nationalisation sous contrôle ouvrier, le renforcement des droits syndicaux, la participation aux luttes ouvrières, la souveraineté de l'assemblée du personnel et le contrôle des travailleurs dans chaque atelier sur les conditions de travail et la production. Mais cette « solution » qui n'a rien à voir avec l'autogestion socialiste resterait périlleuse et non durable (voir les difficultés de Manest où d'anciens délégués syndicaux devenus patrons ont voulu licencier les nouveaux délégués !). La pression sera très forte, de toutes parts, pour que la coopérative ne reste pas une simple astuce juridique permettant de continuer la lutte « comme avant ».

Les difficultés de Lip dépendent pour une large part des atteroiements des organisations ouvrières majoritaires. Si, au contraire, CGT, CFDT, PCF et PS s'engageaient sans réticence dans le soutien aux Lip et à leur revendication de nationalisation sous contrôle ouvrier, il n'y aurait pas de meilleure garantie pour que celle-ci soit un jour réalisée. C'est la question qu'il faut leur poser sans demander s'ils soutiendraient une coopérative ouvrière.

Jacques Lahire

# CHOMAGE ET OCCUPATIONS

Le « Barrenum » circus de la campagne contre le chômage bat son plein, hier Quimper, demain Montpellier, Beillac à la télévision, et dans les ANPE, Ceyrac à tous les échos, etc.

Seulement voilà, chaque jour les faits sont là pour contredire les discours pré-électorales (hélas, Monsieur, les chômeurs, ça vote) : tous les jours, les travailleurs d'une nouvelle entreprise perdent leur emploi et savent qu'ils n'en retrouveront pas sitôt. Récemment, ceux de Montefibre à Saint-Nabord (1 039 licenciés), ceux de Sac et Saclair à Cholet, ceux de Grasset-Masson à Montpellier. Mais il y a aussi ceux qui ont été licenciés voilà deux ans ou plus et qui, à la suite de la lutte menée par les Lip, occupent leur usine pour exiger de retrouver leur emploi. « Syndicalisme-hebdo » du 4 août en donne une liste succincte d'une trentaine, mais des dizaines d'autres entreprises sont dans le même cas. Les secteurs touchés sont l'imprimerie, le textile, la métallurgie, la chaussure, la machine-outil, le bâtiment, la menuiserie, etc.

Dans sa dernière conférence de presse du 4 août, Ségué fait état d'une prévision d'un million huit cent mille chômeurs d'ici la fin de l'année. Mais il propose... une journée de vacances au bord de la mer pour 500 chômeurs.

Et pourtant, selon les dernières statistiques de l'Agence nationale pour l'emploi, 25 % des chômeurs ne sont même pas inscrits à l'agence, pour seulement 5 % d'inscrits qui ne cherchent pas d'emploi.

Cinquante six mille chômeurs ont été radiés des listes pour ne pas avoir pointé, sans pour autant avoir retrouvé du travail. De plus, les emplois fournis par les agences sont de plus en plus précaires : saisonniers, temporaires ou intérimaires. Ce sont les ouvriers et les femmes qui sont depuis deux ans les plus touchés. Quant à la durée moyenne du chômage, elle est passée en un an de 8,9 mois à 9,5 mois. N.G.

## MONTEFIBRE : SABORDAGE OU SURSIS ?

Tout a commencé avec la décision du groupe chimique italien Montedison (vous savez, les boues rouges...), de fermer l'usine de textiles synthétiques de Montefibre, à St-Nabord (Vosges), provoquant ainsi le licenciement collectif de 1 039 travailleurs. L'intersyndicale CGT-CFDT-CGC a alors déclaré l'occupation technique (c'est-à-dire sans grève) de l'usine. Mais désormais, l'usine n'a plus en théorie, que quelques jours à vivre.

Ici, en effet, on ne fabrique pas des montres ni des radiateurs en fonte. Et les installations nécessitent, pour leur maintenance, un approvisionnement constant en fuel. Sinon, c'est la destruction totale et irréparable : les matières liquides formant les fibres synthétiques se solidifient. Si le système s'arrête, il est pratiquement impossible de le faire redémarrer, et il n'y a plus qu'à construire une autre usine à côté. Ce gâchis apparaît d'autant plus absurde que les installations sont considérées comme « ultra-modernes ».

Les négociations entre l'intersyndicale et la direction ayant été rompues au début de la semaine dernière, une délégation était envoyée vendredi dernier au Ministère du travail, puisque, selon la CGT et la CFDT, sur quarante milliards d'AF investis dans l'usine, dix milliards proviennent de l'Etat. Au ministère, on répondait poliment qu'il s'agissait « d'une affaire regardant une firme privée ».

### Un « cas exemplaire »

Une affaire exemplaire, donc. Et par conséquent, un terrain d'attaque facile pour les directions syndicales, et le PCF, qui peut replacer ici ses mots d'ordre sur la « production française » et la « trahison de l'intérêt national ». Alors, on fait donner l'artillerie : Marchais télégraphie personnellement à Barre pour faire débloquer 168 tonnes de fuel, appartenant à Montedison, stockées chez Elf-Erap.

En fait les choses ne sont pas si simples. Tout d'abord, un sursis de fait est accordé aux travailleurs de Montefibre, par la livraison vendredi de vingt-quatre tonnes de fuel par l'intersyndicale, par la décision du tribunal de grande instance d'Epinal de se déclarer incompétent au sujet de l'occupation technique de l'usine, et surtout par l'irruption de « l'affaire Montefibre » dans la presse nationale : les directions syndicales paraissent en effet décidées à prendre le « cas exemplaire » de Montefibre comme cheval de bataille contre la politique d'emploi et de restructuration économique du pouvoir.

### Les hésitations du pouvoir

Et c'est pourquoi, du côté gouvernemental, il est difficile de trancher. Le projet était de toute évidence de laisser la filiale de Montedison couler et de mettre ensuite les travailleurs et l'opinion publique devant le fait accompli, en se dégageant de toute responsabilité. A présent, il est très difficile de prendre position clairement ; c'est ce qui explique le silence ennuyé des services du ministère du Travail.

Si le gouvernement reste dans l'expectative ou prend une attitude ferme, il sera tenu directement responsable du sabotage de Montefibre. Et cela, dans une région qui traditionnellement vote à droite, et où le petit patronat local — le syndicat du textile surtout — ressent amèrement la politique gouvernementale de liquidation de l'industrie textile.



Une manifestation a été organisée, samedi matin, par les syndicats devant la bourse du travail et la préfecture d'Epinal dans les Vosges, pour montrer leur « détermination à poursuivre la lutte ». Dans un tract commun, les trois syndicats CGT, CFDT et CGC exigent du gouvernement que « soit assurée dans l'immédiat l'alimentation en fuel de l'entreprise, condition déterminante de sa survie ».

D'un autre côté, faire preuve de « laxisme » dans cette affaire, c'est ouvrir la porte à une extension et popularisation de la lutte. L'échéance tomberait alors le 22 août, jour où la décision de fermeture doit prendre effet. A partir de cette date, il y aura un prétexte légal à l'interdiction des livraisons de fuel. Jusque-là, c'est aux directions syndicales et au mouvement ouvrier qu'incombe la responsabilité de la construction d'un rapport de force substantiel.

En tout état de cause, au-delà de Montefibre, c'est encore une fois la « restructuration » de l'économie, surtout dans les secteurs traditionnels, qui apparaît clairement au centre des débats.

« Restructuration » de l'industrie textile des Vosges, qui reste le premier département cotonnier français, et où elle emploie (pour l'instant) 19 % de la population active. Les tissages et filatures employaient 30 000 personnes en 1950 ; on tom-

be à 18 000 en 1970, à 15 500 en 1977.

« Restructuration » pour toute une série de petites et moyennes entreprises, qui ont déposé leur bilan récemment : Peltex à Saint-Dié, Prêcheur à Senones, Nicolas Roussel et Marion à la Bresse, la BTT à Thaon-les-Vosges, etc.

« Restructuration » chez Boussac, où 4 400 travailleurs attendent en octobre la deuxième tranche du « plan » préparé par la direction...

Pour l'Humanité, l'affaire Montefibre permet de « mesurer le pas décisif que constitueraient des sociétés nationalisées, gérées démocratiquement par un conseil tripartite qui désignerait le P-DG, comme le proposent les communistes pour actualiser le Programme commun. »

Bien sûr, bien sûr... Mais à quand la nationalisation de Montefibre, sur demande des travailleurs eux-mêmes, sans indemnité ni rachat, et sous leur contrôle ?

Gérard Olivier.

## Le Roux-Muzillac près de Vannes

### OCCUPEE JOURS ET NUITS DEPUIS NEUF MOIS

A environ 25 km de Vannes, à Noyal-Muzillac, l'entreprise de charpentes métalliques Le Roux est occupée depuis le 1<sup>er</sup> novembre 1976. Cette usine de construction récente, très bien et richement équipée, employait 244 ouvriers et employés, le dépôt de bilan datant de juin 1976.

#### De notre correspondant.

Depuis neuf mois, la boîte est occupée jour et nuit par équipe de 3/8, actuellement, il y a une dizaine d'équipes de six à sept gars chacune. Le courant, le chauffage, le téléphone n'ont jamais été coupés, tout le monde touche les 90 % et, chose peu commune, les pandores du coin passent de temps en temps voir si tout se passe bien (on n'invente rien !). On ne peut pas en dire autant des autres luttes de la région, comme Mottais à Redon (menuiserie

industrielle) où les travailleurs occupent à quelques uns sans électricité depuis plus de trois mois leur entreprise, dans une quasi-indifférence.

Avant le dépôt de bilan, aucun syndicat n'existait dans la boîte ; depuis le mois de juin 1976, une section CFDT est présente, on a même vu une réunion régionale CFDT se dérouler chez Le Roux. Deux journées « portes ouvertes » ont été organisées avec la participation d'autres boîtes occupées (Rehaut-Fougères), elles ont rassemblé plu-

sieurs milliers de personnes, pour l'occasion des petits objets avaient été fabriqués avec l'outil de travail (cache-pot...).

Bien que n'ayant jamais participé à une coordination de luttes, les travailleurs de chez Le Roux ont eu des contacts avec Mottais-Redon, Donval-Rosporden... Le nombre de manifs, délégations à Vannes durant les neuf mois ne se comptent plus, fin juin, les Le Roux étaient encore à la nouvelle ANPE de Vannes que la CFDT avait appelée à visiter et à occuper. Le 27 juillet dernier, les gars de chez Le Roux, sont encore venus à Vannes voir ce que foutait le syndicat avec les deux propositions de rachat dont l'une était écrite.

On vient d'apprendre, le 2 août, que la banque Union et Bâtiment, qui

n'avait pas l'air pressée, s'était enfin décidée à participer au plan financier ; mais les travailleurs restent prudents, l'occupation continue 24 heures sur 24.

D'après ce que pensaient les travailleurs début juillet, 120 seraient repris. Précisons que sur les 244 travailleurs, seuls les ouvriers, qui avaient souvent fait construire des maisons, sont restés pour l'occupation, la quasi-totalité des employés (dessinateurs, gestion) ont quitté le coin. Le travail reprendrait en septembre ou octobre.

« L'outil de travail existant ici, pourquoi aller travailler ailleurs ? » Une fois de plus le slogan « Vivre et travailler au pays » prend toute sa signification.

## EN LUTTE

## Quand les chiffres parlent d'eux-mêmes

Ce sont les jeunes et les immigrés qui sont les plus touchés par les accidents du travail. Sur une statistique de la Caisse nationale d'assurance maladie portant sur 13 625 768 salariés, c'est la tranche des 20-29 ans qui est le plus souvent victime d'accidents du travail (34 % du total des accidents!). Quant aux travailleurs immigrés, ils ont un taux d'accidents bien supérieur à celui des travailleurs français. De plus, si le risque est supérieur en fréquence, il l'est également en gravité puisque c'est par 4 qu'il faut multiplier le taux moyen des accidents des travailleurs français pour avoir le pourcentage d'accidents graves chez les immigrés! Décidément, il ne fait pas bon être jeune et immigré dans le pays de la démocratie libérale.

## Parisien libéré : rencontre décisive jeudi

C'est jeudi que les représentants syndicaux du « Parisien libéré » rencontreront la direction du quotidien et le ministre du Travail. Cette entrevue est, selon les responsables du Livre CGT, « la rencontre de la dernière chance ». C'est la perspective de cette entrevue qui fait suspendre les actions de grève prévues par la Fédération des travailleurs du Livre et le comité intersyndical.

Beullac arrivera-t-il avec de nouvelles propositions? Ou au contraire, n'apportera-t-il rien de nouveau? Dans ce dernier cas, il semble assez probable que le conflit du Parisien rebondisse et que l'on assiste à de nouvelles actions des travailleurs du Livre.

PORTUGAL  
Soares devrait annoncer son plan d'austérité à la fin de la semaine

Le gouvernement portugais de Mario Soares, qui doit entamer début septembre des négociations avec le Fonds monétaire international en vue de l'octroi d'un prêt de quarante-neuf millions de dollars, devrait annoncer, avec la fin de la semaine, un ensemble de mesures d'austérité. Celles-ci concernent une dévaluation de 8,5 % de l'escudo et une hausse de 4 % des taux d'intérêts. Elles en-

neront également des hausses des prix de l'essence et des transports et accorderont un statut spécial aux entreprises en difficulté, leur permettant de recourir à des réductions de salaires et à la suspension des contrats collectifs. Le tourisme, la pêche et la presse seraient compris dans ces secteurs en difficulté.

Le gouvernement du socialiste Soares continue ainsi sur sa voie de récupération capitaliste déjà amorcée avec la récente loi Barreto sur la réforme agraire et la loi sur l'indemnisation des entreprises expropriées, remettant en cause des acquis essentiels des travailleurs portugais.

Afin de satisfaire les exigences du FMI — celui-ci, comme il l'a déjà fait dans le cas de la Grande-Bretagne et de l'Italie, soumet ses prêts à un engagement des gouver-

nements concernés à mener une sévère politique d'austérité — il s'apprête à se lancer dans une attaque en règle du niveau de vie des travailleurs.

Il n'est dès lors pas étonnant que, pour mener à bien cette politique, il se tourne vers les partis de droite, CDS et PPD. Perdant l'appui des masses du fait de sa politique antipopulaire, il ne lui reste plus guère d'autres alternatives que de préparer une future coalition gouver-

nementale avec les partis capitalistes.

Face à cela, la proposition du PCP — qui a stimulé les mobilisations de masse contre le vote des récentes lois anti-ouvrières — appelant à la dissolution de l'Assemblée ou à l'établissement d'une plateforme pour former un gouvernement démocratique vise à déplacer sur le terrain électoral ou des négociations une bataille qui ne pourra être remportée que dans les usines et les campagnes.

## ITALIE

## Le PCI propose de restreindre le droit de recours au référendum populaire

Malgré la torpeur de l'été, les travaux du Parlement italien se poursuivent. Ainsi en fin de semaine, Nilde Iotti, députée du PCI a présenté à la Chambre un projet de loi de son parti visant à restreindre le recours de citoyens au référendum populaire pour abroger des lois.

Ce droit, inscrit dans la Constitution républicaine — qui rappelons-le est, pour le PCI, le cadre de l'avancée de l'Italie vers le socialisme — prévoit que les citoyens, ayant rassemblé 500 000 signatures, peuvent demander un référendum pour abroger une loi votée par le Parlement (ce fut le cas pour le divorce en 1974; récemment, fin juin, le Parti radical, soutenu par Lotta continua et Avanguardia operaia a remis les signatures nécessaires pour organiser huit référendum sur différentes questions allant du concordat avec le Vatican à la force de frappe.

Dans sa proposition de loi, le PCI explique que « le droit des citoyens à

exprimer directement leur propre volonté sur des lois déterminées ne peut et ne doit pas être considéré en opposition polémique avec les assemblées législatives ».

Or justement le principe même du référendum populaire est que les citoyens puissent remettre en cause des décisions du Parlement qui ne les satisferaient pas. Les deux mesures contenues dans la proposition de loi communiste concernent, d'une part la possibilité pour le Président de la République de renvoyer de six mois le référendum si il y a un débat au Parlement sur la question qu'il concerne, d'autre part l'interdiction de demander un référendum pour

abroger une loi qui n'est pas en vigueur depuis trois ans au moins.

Voilà une proposition qui en dit bien plus long que tous les discours des dirigeants communistes sur les rapports entre démocratie parlementaire et démocratie directe et sur leur conception de « l'extension maximum » de la démocratie! Ne reconnaissent-ils pas là implicitement l'incompatibilité entre la « démocratie déléguée » du Parlement et la démocratie directe? En tout cas ils semblent choisir de résoudre cette incompatibilité en faveur de la première en ligotant la seconde.

Anna Libera



## ET POURTANT ELLE TOURNE

## Campagne du gouvernement et du patronat pour « raisonner » les syndicats anglais

Le gouvernement britannique lance cette semaine, avec l'appui du patronat une grande « opération persuasion » pour amener les syndicats à limiter leurs revendications salariales à 10 % au cours des 12 mois à venir. On sait que le TUC, centrale syndicale, a refusé de renouveler pour la troisième année consécutive le contrat social, après le refus d'une majorité de syndicats d'industrie. Le gouvernement craint une explosion salariale, plusieurs secteurs ayant déjà avancé des revendications allant de 30 à 60 % d'augmentation.

L'organisation patronale britannique s'associe à cette campagne et a, à cet effet, ouvert un bureau de renseignement pour aider les employeurs à résister aux syndicats et, le cas échéant, pour faire pression sur les patrons qui ne se conformeraient pas à ses consignes.

Le patronat britannique a, d'autre part, lancé un appel aux femmes pour qu'elles modèrent les revendications salariales de leurs maris!



## Les contacts entre le PCE et l'ambassade américaine à Madrid

Le Parti communiste espagnol a confirmé hier à Madrid l'existence de contacts entre le PCE et l'ambassade des Etats-Unis à Madrid: « Il s'agit tout simplement de relations normales comme le PCE en a avec les représentants de toutes les ambassades. » Le porte-parole du PCE a cependant démenti les bruits sur un éventuel voyage de Santiago Carrillo aux Etats-Unis. Les dirigeants communistes espagnols ont tenu à faire cette mise au point en réponse à une information venant de Moscou selon laquelle ces contacts confirmaient, aux yeux des dirigeants soviétiques « l'antisoviétisme de Santiago Carrillo. »

## Israël accorde une aide militaire au Sud-Liban

« Ce ne devrait être un secret pour personne qu'Israël fournit une aide militaire au Sud-Liban en plus d'une assistance sous diverses formes », a déclaré le Premier ministre israélien, Begin. « Sans notre aide », a-t-il poursuivi « la communauté chrétienne du Sud-Liban aurait été anéantie. (...) Nous continuerons à les aider car tel est notre devoir, mais il est également celui du monde chrétien qui ne saurait rester indifférent. »

## Arrêt de travail à British-Leyland

Trois mille outilleurs de l'usine d'automobiles British-Leyland en Grande-Bretagne ont fait vingt-quatre heures de grève lundi à la suite de l'échec des négociations avec la direction. La grève sauvage des outilleurs qui avait duré 6 semaines au printemps dernier s'était conclue par la formation d'une commission paritaire pour étudier leurs revendications. Selon un des porte-paroles des grévistes d'hier, ces négociations n'ont fait aucun progrès.

## «Regardez leurs visages, ils sont heureux»

## Une journée de détente à Dieppe organisée par la CGT pour 500 chômeurs

Mercredi dernier, la CGT annonçait « d'importantes initiatives de lutte » au cours d'une conférence de presse. Petite déception, l'importante initiative de lutte, c'était « un jour de détente offert à 500 chômeurs » recrutés dans une vingtaine d'ANPE de la région parisienne. La CGT louait un train spécial. Les frais étaient couverts par une collecte auprès de militants CGT.

## Gentils organisateurs

La SNCF avait accepté, « à condition qu'il n'y ait pas de slogans hostiles à la SNCF ». C'était mal connaître le respect des directions syndicales envers les entreprises nationalisées. D'ailleurs, quand j'arrive gare Saint-Lazare, des slogans, hostiles ou pas, il n'y en a pas. Simplement, une grande banderole déployée: « La CGT vous souhaite une bonne journée! », et les gentils organisateurs, Séguy et Leroy en tête, administrent leur bénédiction aux quelque 700 voyageurs improvisés, un peu surpris du crépitements des flashes et de l'agitation générale. « Regardez leurs visages », déclare Séguy aux journalis-

tes présents, « ils sont heureux! » Photo-souvenir: Séguy monte dans la cabine du conducteur et lui serre la main avec émotion.

Et c'est le départ. La foule se presse dans les wagons. D'emblée, les participants paraissent très divers: beaucoup de femmes, des familles, aussi des gens d'un certain âge. Peu de jeunes, mais un bon nombre d'immigrés et d'Antillais. Pour une militante CGT que j'interroge, « le but de cette initiative, c'est d'abord offrir une journée de vacances gratuite aux chômeurs et à leur famille », mais aussi « de montrer que les luttes sont possibles » et « faire passer nos mots d'ordre ».

Durant les deux heures de voyages, l'atmosphère se détend. On s'est regroupés par quartier ou par boîte; la bonne humeur règne. Bref, un climat « bon enfant », très « premiers départs en congés payés en 1936 », référence à laquelle les organisateurs font d'ailleurs beaucoup allusion, à la fois dans le tract qu'ils distribuent et dans leur choix de Dieppe où partaient les premiers vacanciers du Front populaire ».

Les participants sont tous d'accord pour dire que « c'est bien ». « Ça permet de respirer un peu. » « Mon mari est accidenté du travail, me dit une dame, j'ai sept enfants et, depuis quatre mois, on n'a rien reçu, même pas l'aide publique! » Partout les mêmes réflexions: « Ce n'est pas normal de continuer à payer des impôts! », « On devrait avoir des loisirs, comme aujourd'hui, payés par la municipalité. » Ici et là, l'« encadrement » de la CGT m'interroge, soupçonneux: « Qui vous êtes, vous? — Rouge. — Ah! »

J'arrive en queue de train. C'est le wagon des « travailleurs en lutte ». Sont représentés presque toutes les usines occupées dans la région: Chaix, Meccano, NCR, Idéal-Standard, Vasco, Porta-Engrais, une délégation du Parisien libéré, etc.

## Bananes et galets

A Dieppe, le soleil est au rendez-vous. La municipalité (Union de la gauche) de Dieppe aussi, ainsi qu'une délégation de l'union départementale CGT locale. « Ici, me dit un militant CGT SNCF, il y a 3 000 chômeurs. Et on s'attend à

des licenciements à Allis-Chalmers. »

En sortant de la gare, la cohorte se disperse et néglige les « promenades en barque (8 F par personne) pour la plage de galets (« le sable, c'est plus cher! », lance quelqu'un).

C'est sur la plage que je rencontre un « vieux » militant cégétiste, qui contemple la scène du haut de sa vaste expérience, qui va de la guerre d'Espagne à Mai 1968, en passant par l'Occupation. Il est bientôt midi, l'heure du « vin d'honneur » offert par l'union locale CGT dans une salle prêtée par la municipalité. La secrétaire de l'union locale prend la parole, tandis qu'on distribue à chacun des biscuits, un apéritif et... un régime de bananes!

« Tu me diras ce que tu voudras », me dit mon « vieux militant », « mais c'est quand même bien! »

C'est vrai. Et c'est vrai aussi que des manifestations de solidarité — même à but publicitaire — il n'y en a jamais assez. A condition de ne pas les qualifier d'« initiative de lutte importante » et de ne pas en rester là.

Gérard Olivier



## C'EST ARRIVE PAR LA POSTE

### La plongée, une barbarie à visage humain ?

« Qu'on tende un filet quelque peu provocateur et il ne manque jamais de « poissons » candides pour s'y débattre sans espoir. C'est dans la nasse d'A.B. que m'apparaît s'être imprudemment glissé T.T. « fidèle-lecteur-de-Rouge-du-me-ni-licencié-à-la-Fédération-française-d'études-et-des-sports-sous-marins » ».

« S'il est nécessaire « pour pouvoir parler de la plongée sous-marine et de la chasse » de plonger et de chasser, ce n'est hélas pas suffisant pour rendre compte des motivations profondes qui tissent la toile de fond de ces activités particulières ou du sport en général. Une plongée vers l'inconscient peut s'avérer nécessaire. Du moins une réflexion critique pour qui veut bien creuser un tant soit peu et s'extraire de la gangue d'innocence apparente, de satisfaction aveugle et béate. Et lorsque l'humour est au rendez-vous de l'immersion du petit homme dans l'eau, il ne faut pas répondre avec l'assurance du spécialiste sans peur et sans reproche. D'autant que la candeur naturaliste apparaît suspecte et la peur du refoulement latente. »

« De bons apôtres soucieux seulement de la préservation de la faune et de la flore, les chasseurs sous-marins ? des amis de la nature ? Sans doute, mais c'est faire peu de cas des ravages qu'à leur échelle, ils contribuent à perpétuer. Et qu'on n'invoque pas hypocritement les nécessités de l'autosubsistance des vacanciers désargentés aux préoccupations écologiques. Le carnage va souvent bien au-delà des exigences nutritives. C'est précisément là qu'on débusque le guerrier, le plaisir sadique du meurtre gratuit, le surgissement des « très vieux fantasmes ».

« Mais la également git le lièvre et se méprend T.T. Contrairement à ce qu'il imagine, l'article d'A.B., loin « d'attaquer les petits hommes qui sont en quête de naturel » excuse et légitime, avec la distanciation critique obligée et culpabilisée, l'acte barbare dont l'humanité s'enracine dans le passé immémorial des temps guerriers. Comme si la fascination fataliste teintée de militarisme de la mort, du sang, de l'orgasme s'accouplait sordidement en un horizon indépassable. Fondamentalement, cette position illustre bien l'absence d'élaboration des marxistes révolutionnaires, contraints qu'ils sont de louver entre l'ultra-gauchisme désespéré d'un Brohm et la défense inconditionnelle du sport « acquis de l'humanité » du PC, et leurs difficultés sur le terrain des pratiques alternatives, notamment du sport. »

« Une question sur le sujet qui nous intéresse : la pratique, certes lucide mais cynique de la plongée — apanage de ceux qui en connaissent le prix mais ne renoncent pas au pied incontestable du plaisir aliéné — vaut-elle mieux que celle qui s'abuse au point de se trouver vertueuse ? »

« Pour le cas précis, je possède une réponse aristocratique, car coûteuse, mais transitoire : contourner la difficulté en s'abandonnant au plaisir indicible d'une sagesse pacifique et flotter entre deux eaux grâce au répit de bulles d'oxygène, bouteilles arimées sur le dos. Se laisser envahir par la pulsion océanique et régresser, docteur Freud. »

José S.



# Sur la corniche des Cévennes LE MUSEE DU DESERT

Sauvages et accueillantes ; rudes et douces ; vertes, sèches, rugueuses : quand on parle des Cévennes, viennent ces adjectifs-lieux-communs, mais qui après tout rendent compte de ses paysages, de ses bruits, de ses odeurs. Libération a présenté récemment une grande enquête intitulée : « Une nouvelle jeunesse pour les Cévennes » qui raconte la vie des « établis » dans ce pays. Mais toute une jeunesse y va aussi simplement passer des vacances, camper le long de la Vis, descendre l'Ardèche en kayak, ou vivre quelques jours dans une maison prêtée par des amis. Le charme agit vite et au bout de quelques jours, on a presque oublié les fureurs de la ville, les horaires qui rongent ou les bruits interminables des nuits urbaines.

Si par chance vous pouvez y aller, ouvrez vos yeux sur la Corniche des Cévennes, fermez les sous les cascades froides, mais n'hésitez pas à aller au musée du Désert, à quelques kilomètres d'Anduze, dans le Gard. Ce musée créé et animé par la Société d'histoire du protestantisme français, société « honorable »



et qui n'a rien de révolutionnaire retrace cependant une histoire passionnante et belle : celle des résistants protestants des années 1700 contre la répression royale et catholique.

La maison magnifique de pierres grises était à cette époque la maison d'un de ces « prophètes », ceux que l'on a appelé les fous de Dieu. Histoire exemplaire que celle-ci : l'enfant lisant en cachette la Bible puisque la religion

catholique l'interdisait à ses ouailles, qui devant les persécutions de ses frères part dans le « désert » on dirait aujourd'hui, « prend le maquis », et erre à travers la montagne, vivant de ce que lui donnent les fidèles, artisans ou fermiers, réunissant ces fameuses « assemblées du désert » dans une grotte, ou secrètement dans une grange, pour prêcher le « véritable » évangile et, avec la liberté de conscience. Pré-histoire de la Révolution des

Le musée raconte cela en présentant ces objets bizarres que sont une chaire pliable et transformable à la première alerte en... tonneau de vin ou en escabeau ; ces petits fauteuils pliables que les vieilles « protestantes » montaient à l'assemblée ; ces bibles miniatures que l'on pouvait cacher partout ou encore les caches dans les chambres pour dissimuler ces objets qui valaient la mort ou la déportation aux galères.

Puis il y a ces listes, long martyrologue des prédicants exécutés sur la roue, des fidèles enchaînés sur les galères royales ou des femmes emprisonnées dans la tour de Constance, à Sète ou ailleurs. Tradition d'une répression féroce et cruelle qui vient de loin dans notre beau pays dont l'histoire est écrite du sang des faibles et des opprimés. Et bien sûr, ce mot dont on dit que Marie Durand, emprisonnée à Aigues-Mortes, l'a tracé de son ongle sur la pierre dure de sa prison, ce mot qui traverse l'histoire et s'adresse directement à nous : « Résister ».

M.S.

## CONTRE-PRESSE DU MIDI

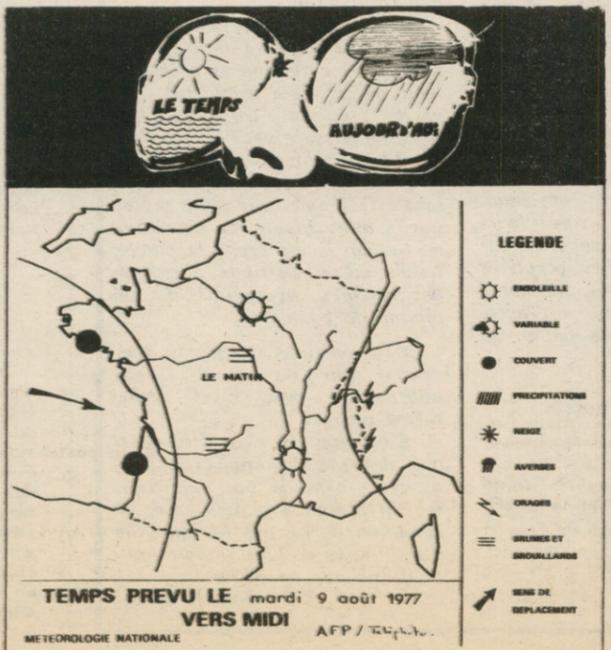
La région du Midi, ce n'est pas seulement une « terre des festivals » : des gens y vivent toute l'année : paysans, poètes, travailleurs... Parfois, à travers la contre-presse, il s'expriment, parlent de leur vie, des promoteurs immobiliers qui ravagent la région. Ils disent aussi leurs poèmes, leurs histoires, leurs folies, leurs vies souterraines. Une occasion pour vous de les lire et de voir autre chose que ce que les promoteurs de la culture veulent bien vous faire voir et entendre.

« La Bugada », journal fait par des travailleurs et des paysans de Provence ; au sommaire de celui de l'été 1977 : « Tourisme et agriculture ». Des tas d'informations sur les fêtes de la région, la langue occitane. Prix du numéro : 3 F. « La Bugada », BP 1, 04 800 ; Saint-Martin de Bromes.

« Esquisse » : ce numéro est consacré à la science-fiction et c'est l'équipe qui se définit : « L'équipe d'Esquisse » s'est fixé pour but de favoriser tout ce qui dans l'acte d'écrire permet l'épanouissement de l'être, de sorte que chacun se sente sujet de son devenir et par là responsable de son histoire. « Le prix est de 6 F. J.-C. Badois, 12, rue de la Coulette, 83660, Carnoles. »

Le groupe Voix (surréalistes aujourd'hui) en est lui au numéro 3 de sa revue « Phé ». Ce trimestre, elle est consacrée à l'humour, avec un « évangile selon cinq voix », avec biographie des apôtres. Groupe Voix, 118, La-Grande-Bastide-des-Cazaux, 13012, Marseille.

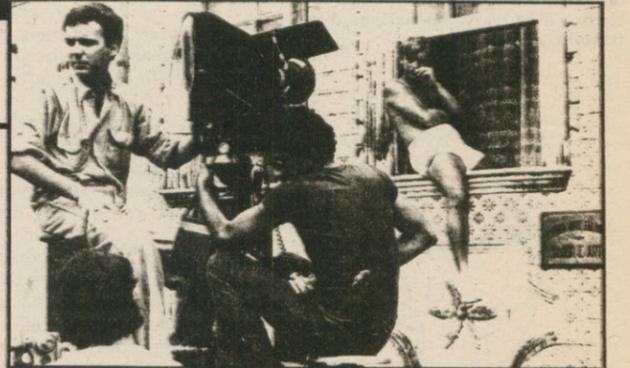
Correspondants



## CINEMA

### «Dona Flor et ses deux maris»

## A EVITER !



A gauche, Bruno Barreto ; sur la fenêtre, José Wilker, qui interprète le premier mari de Dona Flor.

Bahia, 1943 : Dona Flor, jeune veuve mariée une deuxième fois à un pharmacien méticuleux et borné, regrette son premier mari, autrement fougueux et passionné. A force d'y songer, le voilà qui revient de l'au-delà, pour former un ménage à trois qui comble enfin Dona Flor.

Qu'une femme puisse prendre son plaisir, qu'elle puisse être davantage satisfaite par une relation multiple, c'est toute l'audace de ce film brésilien, dont les prétentions sont de bousculer la morale bourgeoise dominante, répressive et hypocrite. Mais à y regarder de près, c'est plutôt conformiste, pour ne pas dire réactionnaire.

Le véritable héros du film, en effet, est le premier mari de Dona Flor : ivrogne, joueur, il vit au dépend de sa femme et n'y va pas par quatre chemins, lorsqu'il s'agit de la battre. Tout ça n'a guère d'importance, n'est-ce pas ? Puisque ce charmant personnage « baise bien ». Il s'agit d'un véritable archétype. Le débrouillard, le petit bon-vivant qui semble écraser la morale bourgeoise sur son passage, le marginal qui semble ignorer les règles de bienséance.

C'est exactement le genre d'individu qui prolifère dans un système social fermé, où les perspectives de déblocage par l'action collective semblent lointaines. Nul doute que c'était le cas du Brésil, du moins jusqu'à tout récem-

ment. Du coup, la petite-bourgeoise bénéficiaire du « miracle économique », mais insatisfaite, culpabilisée même de recevoir des miettes dans un pays où on crève encore la faim, a fait du « malandro », le lumpen, son idéal de comportement. L'illusion de l'affranchissement individuel. Car ce personnage est facilement récupérable, assimilable, par la bourgeoisie, surtout dans un régime où prolifèrent les arrivistes et les corrompus. Le gouvernement lui-même y gagne à relativiser la morale, de même que, pour lui, la démocratie, les droits humains, « tout est relatif ».

Dona Flor et ses deux maris a obtenu un considérable succès au Brésil. Cette idéologie du lumpen qu'il colporte, qu'on retrouve aussi dans des journaux satiriques à grande diffusion (opposés à la dictature), des chansons, le théâtre, explique, ce succès seulement en partie. Pour le reste, on peut le comprendre par quelques petites audaces dans un cinéma écrasé par la censure. Et encore, car l'argot employé dans les dialogues relève de l'archéologie du langage : il date, il est archaïque, dans un pays où l'argot se renouvelle tous les six mois. Rétro, comme l'ambiance du film, ou une façon de dorer la pilule ?

Les temps héroïques du cinéma brésilien sont révolus. Désormais, il y a une industrie prospère, assez liée aux organismes officiels. La caméra ne

tremble plus, la photo est irréprochable, les acteurs savent éviter la surenchère. Les gags n'en sont pas moins ratés. Ou peut-être on n'a pas envie de rigoler quand c'est phallo, bête, conformiste en fait.

Le réalisateur Bruno Barreto (22 ans, fils du principal producteur du « cinéma novo ») a adapté un roman de Jorge Amado, typique de sa décadence complète. On ignore s'il a toujours sa carte, mais il est bien loin le temps où J. Amado, biographe de Prestes, le dirigeant du PC brésilien, brossait des vastes fresques des travailleurs de Bahia et de tous les personnages populaires datant de la « ruée » vers le Cacao, ainsi que les traditions et coutumes de toute la région. Aujourd'hui, il en est réduit à un folklore de pacotille, bourré de recettes de cuisine, de gaudriole et de « macumba » pour non-croyants. La voie de la facilité, de la platitude. Ça se vend. Ça continue à se traduire : les éditeurs bourgeois ont pris la relève des « éditions sociales » du monde entier.

De cette entreprise merdique, seule la belle chanson de Chico Buarque — A fleur de peau — mérite d'être retenue. Cherchez plutôt le disque où il l'interprète, avec Milton Nascimento. C'est difficile à trouver, mais là vous ne regretterez rien.

Paulo Antonio Paranagua Maria Regina Pilla



## En route pour une nouvelle randonnée avec les pub-philosophes

# « C'est un acte de dissidence que de dire JE »

**Bernard-Henri Lévy au Corriera della sera**

La nouvelle philosophie continue son petit bonhomme de chemin. Dans un article du *Journal du dimanche* de fin juillet, le père Bruckberger, centurion clérical d'extrême droite bien connu, rend un hommage vibrant et bien mérité à Glucksmann et ses amis. Quelques fortes paroles du bon père : « Au fond, ces jeunes gens me paraissent très français, bien qu'ils ne soient pas dans la ligne de Descartes. (...) Leur coup est d'avoir rompu le charme de la philosophie allemande. » De la bonne philosophie tricolore, scrogneugneu. « Glucksmann m'a particulièrement convaincu. Il fait remonter à la Renaissance l'origine de l'Etat moderne. » Il faut dire que c'est une découverte qui vaudrait facilement un prix Nobel d'Histoire, s'il y en avait un... et, pour finir ce feu d'artifice métaphorique : « Soudain, les mêmes choses, dites à un autre moment et par d'autres, semblent être prononcées dans le silence, c'est-à-dire qu'elles sont entendues, écoutées, comprises, accueillies. C'est le miracle d'une mayonnaise qu'on a ratée et recommencée vingt fois, et puis, tout à coup, on ne sait pourquoi, elle prend. Allez y comprendre quelque chose ! » Un peu païens, les miracles du bon père, non ?

Pendant ce temps, un méchant antiléniniste, Jacques Baynac, mécontent sans doute de voir les néos marcher sur ses plates-bandes, leur consacre une longue série dans *Libération*. Après Castoriadis et Poulantzas, il les accuse, citations convaincantes à l'appui, d'avoir abondamment pompé un dénommé Popper, Karl, dont l'ouvrage publié en 1945 sous le titre : *The open society and its enemies*, Platon, Hegel and Marx, comporte de larges extraits des ouvrages de Glucksmann, Lévy et alii, parus en 1976 et 1977. Si on n'a plus le droit d'avoir une bonne bibliothèque...

Enfin, chose réconfortante en ces temps de crise où les produits manufacturés français marchent si mal à l'exportation, les nouveaux philosophes font un gros succès à l'étranger. La grande presse allemande et italienne, notamment, rend compte de leurs étonnantes prestations. Deux titres doublons dans *Spiegel* et la *Frankfurter Allgemeine* : « Tout est de la faute de Marx » et « Le péché, c'est Marx ». Voilà qui est aller à l'essentiel. Méchamment, la *Frankfurter Allgemeine* ajoute : « Cette nouvelle philosophie n'est pas aussi nouvelle qu'on voudrait la faire croire aux Français. C'est dans l'atmosphère parisienne qu'elle prend de l'importance. » Jaloux ?

Long commentaire sur la situation idéologique des nouveaux philosophes dans le *Corriera della sera*. Le journal milanais relate des positions un peu différentes sur le sujet,

de la part de rédacteurs de *l'Unità* et de *Rinascita*, quotidien et revue théorique du PCI. « Il s'agit, écrit l'un d'eux, des derniers soubresauts d'une culture qui crie à la face du monde : après moi le déluge. » Ce à quoi d'autres rédacteurs rétorquent qu'il s'agit « d'un signal venu de France » et que les nouveaux philosophes français « posent des problèmes sérieux », que « le mode de réponse (aux nouveaux philosophes) ne peut être l'accusation de faire le jeu de la droite, d'être giscardien. » On est tolérant et ouvert au PCI.

Suit une interview de B.-H. Lévy qui déclare, entre autre : « Mitterrand m'a offert la politique sur un plateau d'argent et j'ai refusé. Je n'ai pas écrit un livre de philosophie pour faire de la politique. » Intéressant. Suit un commentaire péremptoire du même sur la situation italienne : l'Italie est aujourd'hui le laboratoire où est expérimentée une nouvelle forme d'organisation sociale, où est



en train de naître une « sirène dont le corps est capitaliste et la tête marxiste. » Puis ce propos immortel : « Mon livre est le premier livre de phi-

losophie écrit à la première personne. C'est un acte de dissidence que de dire « je ». » Génial.

A.B.

## Sur la côte d'Opale

### Fin du festival en beauté

Le festival de la Côte-d'Opale va se terminer en beauté, ces jours-ci. Jugez-en vous-mêmes.

- Du jazz-rock avec Michel Ripoché (violon) et André Dumay (guitare), plus le groupe Contrepied, le mercredi 10 août à 21 h, au théâtre municipal de Boulogne (12 F).

- Concert de Michal Haumont (guitare) et Philippe Chatel (guitare et chant), le jeudi 11 août, à 21 h, à la salle de l'Atlantique, à Wimereux (12 F).

- Le chanteur québécois, Robert Charlebois et ses musiciens, le samedi 13 août, à 21 h, au palais des sports de Berck (20 F).

- Un récital de Ravi Shankar (sitar) avec Alla Rakha (tabla), le dimanche 14 août, à 21 h, au Country Club d'Hardelot (35 F, tarif réduit : 15 F).

- Enfin, Claude Nougaro et ses musiciens, le vendredi 19 août au palais des sports du Touquet, le samedi 20, au théâtre municipal de Boulogne, toujours à 21 h (25 F, 20 F).

## SOUSCRIPTION



Ancien total	612 307,29
Nouvel avoir	3 011,00
Nouveau total	615 318,29

Militants CFDT, Caisse d'épargne, Bordeaux	50,00
T. P., Bordeaux	150,00
G. D., lycéen sympathisant LCR, Bordeaux	80,00
Local Rouge, Bordeaux	40,00
« Pour que Rouge vive, de la part de Henri, Marido, Michel, Bicou et Louis, en espérant voir, Marseille un peu plus souvent dans la souscription »	450,00
GTR finances, Lyon	100,00
Diffuseurs de Poitiers	150,00
Des jeunes requins rouges	36,00
Diffuseurs Riom	100,00
Deux militants OCT de Pau	20,00
La mère et la sœur d'un sympathisant LCR, lectrices épisodiques	25,00
Sympathisant Caisse d'épargne, Lyon	100,00

**Service compris**

### CHATEAUVALLON

Je cherche quelqu'un qui pourrait m'héberger pendant la durée du festival de Chateaufallon, du 17 au 24 août. Tél. au (90) 39.24.34 et demander Christophe.



### LARZAC

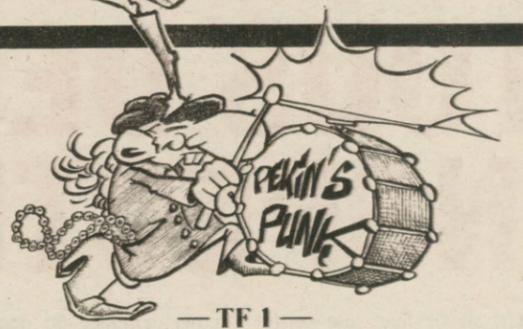
Deux places libres pour le Larzac. Départ vendredi soir. Retour lundi soir. Frais d'essence à partager. Téléphoner au journal qui transmettra.

P. G., peintre, Oloron-Sainte-Marie	10,00
D. P., infirmière, Oloron-Sainte-Marie	10,00
G. P. L., enseignant, « avant de partir en vacances », Oloron-Sainte-Marie	200,00
Docteur B. L., « Pour la liberté d'expression »	100,00
La Brèche, librairie de Montpellier	100,00
Cellule droit de Montpellier	600,00
Cellule lycéenne de Montpellier	420,00
La Brèche, librairie Montpellier	20,00
A. F., sympathisant Montpellier	150,00
C. C., infirmière	100,00

• Chèques à l'ordre de la SPN, et à l'adresse du journal

• Nous demandons au camarade venu le 22 juillet au nom d'un commerçant d'Amiens de passer d'urgence au journal au début de la semaine.

## TELEVISION



— TF 1 —

- 12.30 Le Francophonissime
- 13.00 Journal
- 13.45 Lucien Leuwen  
Film TV de Claude Autan-Lara, d'après le roman de Stendhal. Adaptation d'Aurenche et Bost. Terme.
- 18.00 Pour les jeunes
- 18.20 Les Mystères de l'Ouest
- 19.20 Actualités régionales
- 19.45 Candido caméra
- 20.00 Journal
- 20.30 Au-delà de l'horizon : Dumont d'Urville  
Emission d'Alain Bombard, sur un navigateur qui a parcouru notamment l'Océanie et les régions australes.
- 21.35 Longue distance  
Emission de variétés, avec le chanteur québécois Robert Charlebois.
- 22.25 Les grandes expositions : l'Amérique vue d'Europe.  
On aurait préféré les Européens vus par les Indiens d'Amérique, mais il n'est pas inutile de voir à la queue-leu-leu ce qu'est l'eurocentrisme à travers les siècles...
- 22.55 Journal

— A 2 —

- 15.00 Le monde en guerre : la guerre du désert  
Montgomery et Rommel, qu'est-ce qu'ils étaient sportifs !
- 16.00 Aujourd'hui madame
- 16.45 L'homme à la valise
- 17.35 La vie des insectes : le peuple belliqueux des termites  
Hier, c'était l'aristocratie, aujourd'hui les prolétaires.
- 18.00 Vacances animées
- 18.45 Flash d'information
- 18.55 Des chiffres et des lettres
- 19.20 Actualités régionales
- 19.45 En ce temps-là, la joie de vivre
- 20.00 Journal
- 20.30 Les dossiers de l'écran : Comment voler un million de dollars  
Film américain de William Wyler (1966), avec Audrey Hepburn, Peter O'Toole, Eli Wallach, Hugh Griffith, Charles Boyer. Un cambriolage pas pris au sérieux.  
Débat : les voleurs d'œuvres d'art, par des gens qui, eux, se prennent très au sérieux. Lequel sera le plus comique ?
- 23.30 Journal

— FR 3 —

- 19.20 Actualités régionales
- 19.40 Pour la jeunesse
- 19.55 Flash journal
- 20.00 Les jeux de vingt heures
- 20.30 La fureur des hommes  
Film américain de Henry Hathaway (1958). Western de la belle époque. A verser au débat violence/non-violence. La « thèse » du film : il faut se défendre. Dans notre ligne, quoi.
- 22.05 Journal

## ABONNEMENT VACANCES

Si vous partez en vacances n'oubliez pas de lire « Rouge » tous les jours, mais si vous n'êtes pas sûr de le trouver dans votre lieu de vacances, la meilleure solution pour assurer votre lecture quotidienne est de prendre un « abonnement vacances ».

Vous avez le choix entre un abonnement de 15 jours, d'un mois ou de deux mois.

Si vous partez trop loin, vous pouvez vous abonner à votre adresse habituelle. A votre retour vous trouverez tous les journaux.

Pour ceux qui sont abonnés, il suffit de nous envoyer votre adresse de vacances, la période choisie, et la dernière bande d'envoi. Si vous êtes abonné en France et si vous partez à l'étranger, nous vous ferons parvenir le détail des frais supplémentaires.

### ABONNEZ-VOUS DES AUJOURD'HUI

Bulletin d'abonnement  
(Envoyer le bulletin au service d'abonnement)

Nom : .....  
Prénom : .....  
Adresse : .....  
Ville : ..... Code postal : .....  
Période du ..... au .....

Tarif (encadrer le tarif choisi) :			
Période :	15 jours	1 mois	2 mois
France	30 F	55 F	80 F
Etranger	60 F	90 F	135 F

## Autopsie d'une émission de télé

# NOUS SOMMES TOUS DES INSPECTEURS!

Un air de fête, une petite ville du sud de la France, sa place communale et son maire, ses tambours et ses majorettes. Soudain, un mort, Jacques... Pourquoi, pour qui, comment? Ce soir, c'est l'affaire des « plumes noires ». L'inspecteur ne mène pas l'enquête, mais nous tend les fils de l'intrigue... Une émission de télévision à plusieurs voix, à plusieurs lieux, à plusieurs niveaux, qui s'entrelacent pour mieux tendre les ressorts d'un mécanisme qui accrochera celui qui « poussera la touche », ce mercredi-là, à 20 h 30.

### Quatre espaces

En premier lieu, il y a l'espace neutre, le socle, celui du « direct », réservé au meneur de jeu, compare fût

la performance du néophyte à l'aube de la profession, sans concession mais avec équité. Le candidat de ce soir va se donner à fond, comme tous jours, comme « par hasard ». Gare aux coupables, aux témoins, aux quidams qui défilent. Sa mission : faire la lumière sur la mort de Jacques.

Le quatrième espace, non le moindre, celui des téléspectateurs, chargera l'écran d'un suspense en quelque sorte « privé », que chacun goûtera à petites doses ou, au contraire, d'un seul coup, en empoignant au moment propice le téléphone, substitut fulgurant de l'action, lien moderne de confraternité, rendant possible la vespérale communion. Le pincement de cœur à l'instant où les mains moites saisissent le combiné, l'index qui forme le numéro, la voix qui s'étouffe, c'est une saveur

tout et en avant la zizique.

Après un générique-choc, l'énigme est vite posée. Un mec dans la trentaine, crado, vole par une fenêtre et s'écrase sur le trottoir, des tracts à la main, affirmant que la ville doit être nettoyée de sa crasse. « Eh ! Ducon, tu t'es pas regardé ? C'est pas toi qui va nous donner des leçons de propreté, non ? » Puissance magique de la télé, qui, au même instant, suscite une même pensée chez des millions de personnes. Des électro-encéphalographes pirates, branchés pour l'occasion sur tous ces crânes, auraient assurément fait un bond monstrueux car, à ces moments-là, la France pense. « The deep France. » celle qui attend chaque jour *Les jeux de vingt-heures* sur FR 3, *Des chiffres et des lettres* sur A 2, *la Kaléidoscope*, *la Tirelire*, *la Tête et les Jambes*, *l'Inspecteur*, *Intervilles*,



Humphrey Bogart — Mythologie mélangée du flic et du truand. C'est Bogart qui compte.

c'est du beau monde qu'il ne faut point trop salir, n'est-ce pas Aristi, de Broglie et compagnie? On reste entre nous, faut pas mélanger les classes. Quelques « bons » rôles, populaires au possible, répondront à l'attente : l'artiste pouilleux, détraqué, juif et persécuté, la femme « indépendante », excitée, menaçante, prototype bien mal tempéré de la femme « libérée », qu'il faut incruster dans l'immense cervelle étale. « Evidemment, elle vit sans hommes » affirmera l'apprenti commissaire, exprimant sur commande le sentiment général. L'homme était confirmé dans son rôle, le premier.

### Le jugement

En fin d'émission, surprise : l'inspecteur, le vrai, « colle » le candidat. Mais la « majorité silencieuse » triomphe malgré tout : Mme Jane Duperré-Mansfield, 36, avenue Kennedy, Paris XVI<sup>e</sup>, a téléphoné la bonne réponse à 21 h 12, suivie de près par Mme E. Arden-Dupurit. « J't'avais bien dit qu'il s'était suicidé. Si t'avais remué ta graisse, nous aurions gagné. » Aussi rusés qu'un flic, mieux même, qu'un inspecteur, dix millions et des poussières de jeunes et de vieux cons, mâles et femelles, institués flics de première classe, jubilent. La métamorphose, quoi.

Est-il étonnant que deux femmes aient gagné? L'intuition féminine qu'on vous dit, ou alors, la division des tâches : les mecs s'envoient *l'Equipe* et jouent au tiercé, tandis que des légions de bonnes s'abreuvent à *France-Dimanche*. Des deux, quel est le sort le plus enviable à l'élysée des félicités françaises?

### Manichéisme sur mesure

A cent reprises, on est plongé dans un univers manichéen roboratif pour toute cervelle encrassée. D'un côté, le bloc compact des flics et des candidats inspecteurs agglutinés derrière leurs postes, de l'autre, les intellectuels, les artistes et les femmes « libérées ». « Ne vous emmêlez pas les pin-

ceaux, dit la télé, et répétez tous en chœur : d'un côté les bons, de l'autre les méchants », et elle écoute apaisée, l'écho de l'énorme voix répercutée entre les canyons de Paris, balayant la falaise d'Etretat, rasant le vieux port. Tout l'hexagone, écrasé par une même volonté, cerné par un seul désir : être flic...

Plusieurs fois, en cours de soirée, la « température » du public est prise grâce aux téléphones fichés dans ces têtes dodues que Wolinski a si rondement dessinées. « Déséquilibré et sentimental », voilà ce que pense le public de Jacques, le « sentiment » s'allie intimement à toutes les horreurs humaines, reflet de toutes les solitudes ou nostalgies d'un happy-end insaisissable.

Intellectuel, avorteur, révolté, fou, ça fait tilt ! tilt ! et boum ! Slogan bien balancé, subtilement asséné durant deux heures, à point nommé pour les Chirac et les Royer, pour « Laissez-les-vivre » aussi. Qui osera prétendre que la télévision n'a pas un impact politique quotidien, féroce, qui exige que l'on s'y intéresse de très, très près?

### Un but politique précis

Est-il suffisant d'hurler l'infamie que constitue pareille émission où défilent sans entraves les figures archétypes du théâtre d'ombres que chacun renferme dans sa petite boîte tout-à-fait crânienne? L'infamie d'une police fraternelle, qui vous reçoit chez elle avec d'infinies égards, police qui ne fera que son boulot, lorsque, demain comme hier,

elle matraquera l'immigré, videra Lip, lacrymogène l'occupant de Malville? Une police qui pourtant succombait à chaque fois sous l'irréductible bastonnade, lorsque Gnafron et Guignol étaient nos potes. Quels changements de perspective, mes amis, entre six et quarante ans! Même si rien n'est vraisemblable, même si les noeuds sont gros comme des statues de la liberté dans le port de Cincinnati, la manigance n'est pas décelée, le taux d'écoute explose.

Demain, j'aurai peur de descendre dans la rue, sachant que toi qui conduis le camion vert, toi qui mènes le fiston à l'école, toi qui lèves le store de la boulangerie, sera prêt, avec la multitude de flics en herbe, à chasser l'homme « pour de vrai », à me chasser, à ouvrir les stades... En Allemagne, nation-phare de l'Europe unie, celle que Giscard courtise et envie, la chasse à l'homme réelle, à l'échelle nationale, est orchestrée par la police et les mass média et ça passionne. Une nation reléguée au rang de mouchards... Aujourd'hui, les yeux clos, on s'apprête à combler le retard, tandis que Barre-les-grandes-feuilles dort en paix sur ses deux oreilles.

L'émission du mois de juin avait pour toile de fond un viol simulé : celle de juillet, l'avortement : Que nous réserve octobre? L'homosexualité, la prostitution, la drogue ou les gauchistes? Quarté à coup sûr gagnant, dans le désordre, à moins que les antinucléaires outsiders un peu tendres encore, mais qui s'entraînent dur pendant l'été, en terrain accidenté, ne créent la surprise.

Priscilla et Yvan



Humphrey Bogart et Ingrid Bergman dans « Casablanca ».

qui liera consciencieusement les éléments disparates de la farce macabre.

Puis, l'espace du drame, qui recoupe exactement les phantasmes des foules, surgis de *Minute*, du *Parisien* ou de *Nous Deux* : meurtres, sexe, prostitution, romantisme décoloré, gauchisme inquietant, l'ensemble coiffé par un principe rigoureux, ordonnateur ultime de toutes les misères : la justice. Cet espace distille, en de courtes séquences filmées, la trame de l'histoire.

Le troisième espace est celui du candidat-inspecteur, de son bureau, pièce maîtresse d'un commissariat grandeur nature, de quatre acteurs-flics, parfaits de vérité. Accrochées au portemanteau, les casquettes ont, elles aussi, la bonne pose, question de soigner les détails. Un peu à l'écart, un inspecteur chevronné jugera

d'hostie saupoudrée de soufre et de sang, c'est le drame que l'on guette toujours et que l'on ne voit jamais, qui s'engouffre enfin chez soi : c'est la rencontre du crime en tête-à-tête, sadisme et perversion cotoyés, horreur tutoyée les pieds au chaud, la main négligemment posée dans le plat de chips. Une demi douzaine de téléphonistes, en rang d'oignons, la croupe proéminente, transcrivent chaque appel sur un feuillet blanc, transsubstantation concrète, immaculée de la pensée populaire.

### Un désir unanime

Une pincée de séquences filmées, nerveuses, un zeste de « direct » au commissariat, un soupçon de croupe de téléphoniste, un frisson de présentateur, on mélange le

*Interneige* ou *Jeux sans frontière*. Attendre, serait-ce finalement sa seule, dérisoire et stérile liberté?

Par bribes, on apprendra que Jacques est un intellectuel (une pile de *Monde* dans sa chambre), doublé d'un médecin rayé de l'Ordre pour avoir pratiqué des avortements (alors que la mère Veil était encore pucelle) et qu'en plus, il est l'amant de la femme de son demi-frère. Dans la séquence « humide » de la soirée, celle-ci avouera qu'elle « devint femme » grâce à lui! Rien de moins.

Pas assez pschitt, le scénario? Pas de père incestueux, pas de banquier, ni d'ambassadeur rutilant? Ah non! les banquiers et les ambassadeurs, c'est pas pour le petit peuple. Difficile qu'il s'y reconnaisse. Pour lui, la réussite : c'est le coup de pot : le tiercé ou la loterie nationale, pas le business. Et puis,

... et demain, vous dénoncerez pères et mères !